

# Mondialisation et particularismes

## Les conditions d'une relance du développement

par  
**Samir  
Amin**

Le *développement* n'est plus à l'ordre du jour : les gouvernements des pays de l'Ouest s'occupent en priorité de *gérer la crise*, ceux de l'ex-Est de se reconvertir au capitalisme du marché, ceux de l'Amérique du Sud et des mondes africain et arabe sont soumis à la priorité du service de leur dette extérieure. Il reste que les pouvoirs de l'Asie en développement continuent à se préoccuper principalement de soutenir leur croissance économique accélérée, en Chine, en Asie orientale (Taiwan, Corée) et du Sud-Est, en Inde à un degré plus modeste.

Pourtant, pendant les trois premières décennies de l'après-seconde guerre mondiale, le développement avait bien été la préoccupation majeure de tous les régimes et les succès enregistrés à cet endroit non négligeables. Ces succès reposaient sur l'efficacité des trois projets en vigueur à l'époque : le projet du *Welfare State* en Occident développé; celui du soviétisme à l'Est; celui de la modernisation accélérée des pays non alignés (ce groupe de *Bandoung* - l'Asie et l'Afrique) et de l'Amérique latine (*le desarrolismo*). Tous ces projets avaient en commun qu'ils opéraient dans le cadre d'une économie nationale autocentrée ou s'assignaient l'objectif de la construire (pour tous les pays de l'Est et du Sud). Ils différaient par

la conception de leur rapport à l'économie mondiale (l'interdépendance) : conception ouverte (l'atlantisme sans rivage, la construction européenne) pour les pays de l'Ouest développé, ouverture négociée pour les pays nationalistes radicaux du Sud, quasi-autarcie pour les pays de l'Est. Ils différaient également par la nature des hégémonies sociales promouvant le développement en question (compromis historique capital-travail des social-démocraties opérant dans le cadre des Etats-nations de l'Ouest, populismes à prétention marxiste ou socialiste spécifique, bourgeoisie locale néocoloniale, etc.) et par les moyens politiques mis en oeuvre (démocratie électorale pluraliste, dictature du parti unique). Cette diversité, pour laquelle on trouvait une légitimité dans la reconnaissance de la diversité des conditions héritées de l'histoire (une évidence plate incontestable par elle-même), ne doit pas faire oublier la similitude profonde des objectifs finaux (le bien-être matériel par le développement, le renforcement de la position de la Nation dans le monde) en dépit des conceptions plus ou moins égalitaires – ou pas – de la répartition du revenu.

## Nouvelle conjoncture

L'approfondissement de la mondialisation assumée ou refusée au cours de ces trente glorieuses a progressivement rongé l'efficacité des gestions de la modernisation par l'Etat national en même temps qu'apparaissent des dimensions nouvelles du problème, mondiales d'emblée (le défi de l'environnement à l'échelle planétaire). Le système mondial est alors entré dans une phase de crise structurelle à partir de 1968 –1971, crise dont il n'est pas sorti, s'exprimant par le retour massif et tenace du chômage en Occident accompagnant l'affaiblissement de la croissance, l'effondrement des régimes du soviétisme, de graves involutions dans certaines régions du tiers-monde

généralement accompagnées par un endettement extérieur insupportable. Par contre, l'Asie de l'Est entre à la même époque dans une période de forte accélération de sa croissance.

L'après-guerre 1945 – 1990 a été certainement caractérisée par une forte hostilité entre les différentes parties du monde : les guerres froides Ouest-Est, les conflits Ouest-bloc de Bandoung. Néanmoins, en dépit de ces conflits, le développement a été général et d'une certaine manière plus rapide dans les pays de l'Est et du Sud, alimentant par là même la thèse de *rattrapage* possible.

En fait, la généralisation de la croissance était le produit commun d'une évolution politique favorable aux nations pauvres et aux classes populaires d'une manière générale, au détriment de la logique unilatérale du capital. Je souligne fortement ce fait, très généralement omis dans les explications (partielles) du *boom* (ou des *booms*) de l'après-guerre. La défaite du fascisme avait en effet bouleversé les rapports de force dans toutes les sociétés du monde, et entre elles. En Occident, elle avait créé un rapport de force considérablement plus favorable aux classes ouvrières qu'il ne l'avait jamais été dans l'histoire du capitalisme.

Ce rapport nouveau constitue la clé qui permet de comprendre ce que l'on a appelé le *Welfare State*, le compromis historique capital-travail que l'école dite de la régulation a qualifié de *fordisme* (une qualification douteuse pour qui se souvient que le *fordisme* s'était constitué aux États-Unis avant – et ensuite contre – le *New Deal* rooseveltien). J'ai insisté sur cette donnée politique fondamentale, sous-estimée dans les analyses dominantes qui laissent trop entendre que le capital chercherait – presque naturellement – le compromis avec le travail. La victoire de l'Union soviétique et la révolution chinoise ont également créé des conditions internes et internationales stimulant le développement

des pays de l'Est et, par contrecoup, de ceux de l'Ouest (en obligeant précisément le capital à fonctionner dans le cadre du compromis historique social-démocrate). Le débat sur la nature sociale de ce développement - socialiste ou non - et ses contradictions internes à l'origine de son épuisement puis de son effondrement ne doivent pas faire oublier l'effet stimulant de la compétition politique Ouest-Est, renforcé à son tour par les dépenses militaires américaines (dont j'ai souligné le rôle décisif dans l'exécution du compromis du *Welfare State*). Simultanément, la montée des mouvements de libération dans le tiers-monde, la liquidation de la colonisation et la capacité des régimes issus de leurs victoires à mobiliser à leur profit les conflits Est-Ouest ont favorisé la croissance des économies du Sud, prodigieuse par beaucoup de ses aspects.

Les trois piliers érigés sur la base de la victoire des peuples contre le fascisme et sur lesquels reposait le développement ont été progressivement érodés par le fait même des limites que leur contenu de classe leur imposait : limites du compromis social-démocrate, ambitions des bourgeoisies *soviétiques* et de celles du tiers-monde. Ces limites internes, rendues visibles par les effets contraires à la logique nationale des développements déployés dans leur cadre, et que l'approfondissement de la mondialisation impliquait, sont à l'origine du retournement brutal de la conjoncture politique au cours des années '80. Rappelés brièvement plus haut, analysés plus en détail ailleurs, ces effondrements - du *Welfare State* occidental, du soviétisme, du projet nationaliste du tiers-monde - ont mis un terme à ce que j'appelle *l'ère de l'antifascisme d'après-guerre* qui contraignait le capital à opérer dans le cadre de compromis relativement favorables aux peuples.

Ainsi ont été recréées des conditions favorables à la mise en oeuvre de la logique unilatérale du capital. Or cette logique ne crée pas par elle-même la croissance,

encore moins le développement (une croissance forte accompagnée du plein emploi et de l'amélioration de la répartition du revenu en faveur des classes populaires). Fondée sur la recherche exclusive du meilleur rendement financier du capital, elle tend au contraire à générer une répartition inégale, aux échelles sociales et internationales, facteur de stagnation relative. Marx et Keynes étaient seuls à avoir compris cette logique : une leçon oubliée par le gommage progressif de l'esprit antifasciste de l'après-guerre.

## La gestion capitaliste de la crise

La société contemporaine est certainement en *crise*, si l'on convient d'appeler *crise* les situations dans lesquelles les attentes de la majorité ne peuvent être satisfaites par la logique de fonctionnement du système. Les peuples veulent le plein emploi, l'amélioration des services sociaux, la perspective de mobilité sociale, etc., d'évidence. La logique unilatérale du capital produit le chômage, la paupérisation et la marginalisation. Les nations veulent l'indépendance et la dignité. La logique du capitalisme mondialisé produit l'inverse. Les États perdent de ce fait la légitimité sur laquelle reposait leur intervention dans l'après-guerre ayant renoncé à réguler les rapports sociaux en faveur des classes populaires et à intervenir dans le champ international en faveur de la défense des intérêts nationaux. La démocratie occidentale, le soviétisme (appelé vulgairement *communisme* par ses adversaires), le national-populisme de *Bandoung* sont tous les trois en crise.

Parler de *crise du capitalisme* est une autre affaire. L'expression n'a de sens que lorsque les forces sociales populaires opposent à la logique du déploiement du capital un contre-projet cohérent et possible, comme l'étaient justement les projets de l'ère de l'antifascisme de

l'après-guerre. Or ces derniers projets, usés et dépassés, n'ont pas cédé la place à de nouvelles avancées, mais à des reculs au bénéfice de la logique unilatérale du capital. Notre période est donc loin d'être qualifiable de *crise du capitalisme*. Elle le restera tant que les réactions politiques aux conséquences sociales dramatiques du déploiement du capital resteront ce qu'elles sont : incohérentes et inefficaces.

Les pouvoirs politiques héritiers de l'effondrement des systèmes de l'après-guerre se sont placés au service de la logique du déploiement du capital d'une manière pratiquement exclusive. J'ai analysé avec quelque détail les options prises par ces pouvoirs dans des termes que j'ai qualifiés de *gestion de la crise*. Capitalisme et crise ne sont pas antinomiques; loin de là, puisque la logique unilatérale du capital génère nécessairement la crise. Laissé à lui-même, le capital ne se préoccupe donc que de *gérer la crise*, non de la dénouer. La crise s'exprime par le fait que les profits tirés de l'exploitation capitaliste ne trouvent pas de débouchés suffisants dans des investissements rentables financièrement susceptibles de développer les capacités de production. La *gestion de la crise* consiste à trouver *d'autres débouchés* à cet excédent de capitaux flottants, de manière à éviter leur dévalorisation massive et brutale, comme cela s'était produit dans les années 1930. La solution à la crise impliquerait par contre la modification des règles sociales commandant la répartition du revenu, la consommation, les décisions d'investissement, c'est-à-dire un autre projet social cohérent que celui fondé sur la règle exclusive de la rentabilité. La crise ne trouve de solution que si donc, et lorsque, les forces sociales *anti-systémiques* imposent au capital des contraintes extérieures à sa logique propre.

La gestion économique de la crise est d'abord évidemment le fait des gouvernements qui agissent sur le plan interne, propre à leur État, d'une manière qui vise systématiquement à *déréguler* comme ils qualifient eux-

mêmes leur option : affaiblir les *rigidités* syndicales, les démanteler si possible, libéraliser les prix et les salaires, réduire les dépenses publiques (notamment les subventions et les services sociaux), privatiser, libéraliser les rapports avec l'extérieur, etc. La recette est la même pour tous et sa légitimation fondée sur la même dogmatique, vague à outrance : la libéralisation *libérerait* un potentiel d'initiative *brimé par l'interventionnisme* et remettrait la machine économique sur les rails de la croissance, de surcroît ceux qui libéraliseraient plus vite et plus totalement gagneraient de ce fait une *compétitivité* renforcée sur les marchés mondiaux ouverts. Bien entendu le fait que, comme Marx et Keynes l'avaient compris, la libéralisation en question enferme l'économie dans une spirale *déflationniste* de stagnation et s'avère ingérable au plan mondial, multipliant les conflits qu'elle ne peut pas régler, est gommé au bénéfice de la répétition incantatoire que le libéralisme préparerait un développement – à venir – dit *sain*. Sur la base de quels critères jugera-t-on ce caractère? Nul ne le sait. Simultanément la légitimation des choix est renforcée par quelques propositions politiques et idéologiques elles-mêmes aussi vagues – et fausses – que les propositions avancées sur le terrain du mécanisme économique. La libéralisation économique est traitée comme si elle était synonyme de démocratie politique et toute critique qu'on lui adresse est qualifiée d'irrecevable au nom de la défense de la démocratie. Les mérites de la libéralisation économique sont vantés au nom du principe de la *transparence*, l'État étant considéré a priori comme le lieu de l'opacité (on ignore donc que l'État démocratique devrait tendre à créer les meilleures conditions de transparence) tandis que l'opacité réelle du privé, protégé par le *secret des affaires*, ne fait pas l'objet de la moindre mention. La réalité sociale et économique (les oligopoles, les rapports privés/publics, la corruption) n'est pas l'objet d'analyses scientifiques. Rarement a-t-on vu un discours idéologique pur et simple, aussi extrême qu'une dogmatique fondamentaliste peut l'être, être sans cesse

proposé (par les médias, les discours dominants, etc.) comme une évidence établie.

La mondialisation capitaliste exige que la *gestion de la crise* opère à ce niveau comme on l'a déjà dit. Cette gestion doit faire face à l'excédent gigantesque de capitaux flottants qui génère la soumission de la machine économique au critère exclusif du profit. La libéralisation des transferts internationaux de capitaux, l'adoption de changes flottants, les taux d'intérêts élevés, le déficit de la balance des paiements américaine, la dette extérieure du tiers-monde, les privatisations constituent ensemble une politique parfaitement rationnelle qui offre à ces capitaux flottants le débouché d'une fuite en avant dans le placement financier spéculatif, écartant par là même le danger majeur, celui d'une dévalorisation massive de l'excédent de capitaux. On se fera une idée de l'énormité de la grandeur de cet excédent en rapprochant deux chiffres : celui du commerce mondial, qui est de l'ordre de 3000 milliards de dollars par an et celui des mouvements internationaux de capitaux flottants, qui est de l'ordre de 80 à 100.000 milliards, soit trente fois plus important.

Je renvoie ici le lecteur aux développements que j'ai consacrés à l'analyse de la rationalité de cet ensemble de politiques de gestion de la crise. J'attire l'attention sur leur caractère parfaitement rationnel et efficace de ce point de vue, parce que la littérature critique des politiques libérales traite, en effet, en isolement chacune de ces mesures - le plus souvent tout au moins - pour en faire ressortir le caractère apparemment absurde. Mais dans le cadre de cette politique de *gestion de la crise* les institutions internationales sont instrumentalisées, pour servir notamment à contrôler les rapports Ouest-Sud et les nouveaux rapports Ouest-Est. Je renvoie ici encore aux développements que j'ai proposés à cet effet, concernant les fonctions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (imposer la libéralisation, gérer le flottement des monnaies,



soumettre les économies du tiers-monde et de l'Est à l'impératif absolu du service de la dette), comme celles du GATT qui, masqué derrière le discours libre-échangiste d'usage, s'emploie en fait à protéger les marchés contrôlés par les oligopoles transnationaux dominants. Le G7 tente de coordonner l'ensemble de ces politiques de gestion de la crise, sans toutefois parvenir à s'attaquer ni aux problèmes de fond dont la solution s'impose pour sortir de la crise, ni aux conflits d'intérêts entre les partenaires principaux qui le constituent.

## Libéralisme et néofacisme

La priorité donnée aux exigences de *gestion de la crise* générée elle-même par le triomphe sans rival de la loi du profit ne rapproche pas de la solution de celle-ci; au contraire, elle nous en éloigne chaque jour un peu plus. La crise s'est ouverte il y a plus de vingt-cinq ans, lorsque, dès la fin des années 1960 et au début des années 1970 (avant même le premier choc pétrolier de 1973), les niveaux de l'investissement productif se sont effondrés, faisant apparaître un excédent de capitaux flottants qui n'a fait que grandir depuis. Or, en dépit de la ténacité de cette stagnation, les pouvoirs successifs en place continuent à parler de *récession* et de *reprise*, c'est-à-dire à utiliser le langage de la conjoncture alors qu'il s'agit de déséquilibres structurels fondamentaux produits par le libéralisme triomphant, qu'on ne remet pas en question.

La catastrophe sociale frappe toutes les régions du monde. Dans les centres développés, elle se manifeste par une installation durable dans le chômage permanent et dans les périphéries par le blocage de la croissance, l'aggravation de la misère et des régressions tragiques.

Au plan global, la priorité à la *gestion de la crise* sacrifie allègrement les efforts qu'il faudrait

rationnellement déployer si l'on veut réellement sauvegarder l'avenir de l'environnement à l'échelle planétaire. L'idéologie et le discours dominants présentent tous ces *sacrifices* comme s'ils devaient n'être que temporaires, mais nécessaires pour reconstruire des structures efficaces permettant le redémarrage du *développement*. En fait, la soumission unilatérale à la loi du profit s'enferme fatalement dans une spirale déflationniste qui ne trouve pas de terme par elle-même. Le retournement (quand il a lieu) est toujours le produit d'un choc *externe* c'est-à-dire extérieur à la logique économique unilatérale du profit. La modification des rapports sociaux par l'action politique en faveur d'une redistribution du revenu, la guerre ou sa préparation, l'ouverture d'expansions géographiques coloniales extérieures créent des conditions favorables à une reprise de l'expansion capable alors de mettre à profit une vague de rénovations technologiques.

C'est ainsi par exemple que le renforcement de la position des classes ouvrières qui accompagnait la victoire antifasciste a créé les conditions de l'expansion des industries de masse de l'après-guerre. L'explication fréquente selon laquelle cette vague d'innovations serait à l'origine de la régulation dite *fordiste* inverse le sens de la causalité. Avec *Sweezy*, je suis de ceux (minoritaires) qui expliquent de cette manière l'histoire du capitalisme parvenant par vagues successives à transgresser sa tendance naturelle à la stagnation.

On ne sortira donc pas de la crise par la poursuite des stratégies du *libéralisme sans frontières*. Il s'agit là d'une utopie, tenace dans l'histoire du capitalisme, parce qu'elle exprime d'une manière extrême le noyau de la vision idéologique d'un *capitalisme pur*, réduit aux lois de l'accumulation commandée unilatéralement par la stricte logique du capital. Ce *libéralisme total* n'a jamais existé et les moments pendant lesquels les conditions politiques ont permis de tenter de le mettre en oeuvre ont toujours été brefs. Car il a produit nécessairement son contraire,

c'est-à-dire des réactions politiques qui, en y mettant un terme, ont modifié les rapports politiques et sociaux et créé les conditions d'une nouvelle étape d'expansion... ou de guerre ! Les idéologues du libéralisme sont viscéralement incapables de comprendre ce fait : que l'expansion était toujours associée à des pratiques limitant le projet total du libéralisme théorique, non par hasard mais par nécessité. C'est pourquoi ces idéologues *condamnent* toujours l'histoire, les États, les bourgeoisies, les peuples, parce qu'ils refusent de se plier aux exigences de la *Loi économique* de ce capitalisme imaginaire qui n'existe que dans les livres des économistes conventionnels.

L'expansion de l'après-guerre a mis quatre décennies avant d'épuiser les possibilités que lui offraient les systèmes sociaux construits sur la base de la victoire antifasciste. Mais il a suffi de quelques années pour que le projet de l'utopie libérale conduise à la catastrophe. Les tentatives de mise en oeuvre du projet utopique du libéralisme produisent toujours (on le voit déjà) les réactions politiques qui le rejettent. Mais ces réactions sont rarement, dans l'immédiat, l'expression d'un contre-projet systématique, cohérent et potentiellement efficace pour sortir de la crise. Dans un premier temps elles sont presque toujours spontanées, partielles, contradictoires et même conflictuelles. Aujourd'hui, dans un système global caractérisé par une mondialisation approfondie, ces réactions peuvent en gros être qualifiées de *protectionnistes*, prônant la fermeture partielle des frontières, le contrôle des mouvements de capitaux, différentes mesures de défense des industries – et de la propriété – nationales, parfois le *retour* au contrat social travail/capital, la réhabilitation de l'intervention de l'État, etc.

Ces réactions trouvent leur légitimation dans le renouveau du discours du nationalisme, qui glisse aisément au chauvinisme, agressif chez ceux en position de force relative, défensif chez les faibles. La pratique du

nationalisme n'est pas nécessairement inefficace, comme le prétend le discours libéral théorique. Si l'Asie a échappé jusqu'ici à la crise générale, que la croissance forte s'est poursuivie au Japon jusqu'à ces dernières années, comme en Corée et à Taiwan, qu'elle s'accélère en Chine, qu'elle se maintient, même à des taux plus modestes en Asie du Sud-Est et en Inde, comment peut-on expliquer cette *exception* ? Sans doute y a-t-il à cela des raisons multiples et complexes, opérant d'ailleurs différemment d'un pays à l'autre de cette grosse moitié de l'humanité, ne serait-ce que par le fait que les systèmes sociaux et l'héritage en termes de niveaux de développement atteints sont différents d'un pays à l'autre.

On a évoqué à ce sujet toutes les explications possibles et imaginables, y compris celles faisant une place de choix aux structures culturelles, réelles ou imaginaires (comme le débat sur le confucianisme l'illustre). J'attire simplement l'attention sur le fait que tous les pays en question ont mis en oeuvre – à des degrés divers certes – des politiques fortement marquées par le nationalisme, au sens protectionniste étatiste évoqué plus haut. Ils n'ont pas du tout fait comme l'Europe de la CEE et les États-Unis, l'Amérique latine et l'Afrique, c'est-à-dire plus ou moins mis en oeuvre les recettes du libéralisme. Ils ont plutôt fait le contraire, que ce soit dans un cadre de capitalisme avancé – le Japon – en construction rapide – la Corée – ou dans ceux du socialisme dit de marché dans la Chine de Deng Xiaoping, ou dans le cadre plus intégré d'économies du tiers-monde capitaliste – Asie du Sud-Est, Inde. A niveau de développement égal au départ, les résultats ont été d'autant plus impressionnants que les pratiques nationalistes – protectionnistes-étatistes – ont été systématiques et cohérentes. Pour quelles raisons ces pays ont-ils été capables de faire ce choix et de l'imposer ? Il y a à cette question des réponses qui doivent être nécessairement complexes, associant les préoccupations géostratégiques des États-Unis (et le

soutien exceptionnel dont ont bénéficié le Japon, la Corée, Taiwan et l'Asie du Sud-Est, en échange de leur association à la croisade anticommuniste, ouvrant un espace de tolérance au nationalisme refusé ailleurs), la taille exceptionnelle des pays continents – la Chine et l'Inde – dans lesquels l'expansion du marché intérieur demeure toujours une option de repli efficace dans l'hypothèse de difficultés d'exportation (mais d'autres pays géants comme le Brésil ou la Russie nouvelle ne paraissent pas vouloir, ou être capables, de mobiliser cet avantage à leur profit) et évidemment les particularités de la structure sociale (si la Chine fait mieux que l'Inde c'est bien parce que le maoïsme y a opéré des transformations gigantesques qui constituent le socle sur lequel repose l'essor en cours) et d'autres raisons peut-être "culturelles" ?

On remarquera également qu'aucun pays de la région (en dehors de l'Inde dans une certaine mesure) n'est particulièrement respectueux de la démocratie. Celle du Japon s'apparente plus au système du parti unique qu'au modèle pluripartiste occidental; et tous les régimes de l'Asie de l'Est et du Sud-Est sont *autoritaires* pour le moins qu'on puisse dire. Cela étant, les pratiques du nationalisme en question sont-elles capables de protéger indéfiniment la région ? Il est difficile de répondre à cette question. Le Japon paraît désormais menacé, comme peut-être les pays moyens – mais nullement *petits* – de l'Asie de l'Est et du Sud-Est; l'Inde est entrée dans une crise politique qui menace la stabilité de ses performances économiques. La Chine demeure une exception potentielle, si elle sait éviter que ses provinces du sud, attirées par un modèle *coréen-taiwanais-Hongkongais*, ne menacent l'unité du pays (le choix alternatif étant d'articuler l'essor de ces provinces à l'ouverture du marché intérieur). Par ailleurs, l'interpénétration croissante de l'ensemble des économies de la région donne à celle-ci une autonomie relative par rapport au *reste du monde* qui constitue un atout favorable à la poursuite du *miracle asiatique*.

Mais si le nationalisme en Asie a donné des résultats positifs de croissance économique (mais ni de justice sociale, ni de démocratisation), cela n'est pas le cas ailleurs, dans le monde frappé par la crise. En Amérique latine, dans le monde arabe et en Afrique subsaharienne le nationalisme pratiqué par les régimes populistes du *desarrolismo* et de l'ère de *Bandung*, appartient désormais au passé. Son recul n'a pas ouvert la voie à un progrès capable de le dépasser, mais au contraire à des involutions graves. J'ai proposé de lire la montée de "l'ethnisme à l'assaut des nationaux"(ici comme en Europe orientale et dans l'ex-URSS) et celle des illusions du fondamentalisme dit religieux – principalement islamique, mais également hindouiste – comme des manifestations de cette régression. Loin d'ouvrir la voie à une démocratisation des États et des sociétés, et à un renouveau sain de nationalisme et de coopération régionale, ces involutions relèvent d'une espèce de néofascisme de pays faibles. Les réactions sont-elles moins négatives en Amérique latine où, semble-t-il, les revendications démocratiques paraissent plus solides? Seront-elles capables de s'articuler sur des projets cohérents de progrès social, impliquant à leur tour, ici comme ailleurs, une saine dose de nationalisme (au sens du refus de la mondialisation capitaliste polarisante du projet utopique libéral) et de coopération régionale? En Europe, même le retour du nationalisme, en réaction au projet européen libéral, n'est pas à exclure. J'avais signalé que le projet européen, réduit au concept de *marché commun* était porteur d'une contradiction qui risquait de lui être fatale.

En fait, ce projet d'intégration économique ne peut devenir irréversible que s'il s'accompagne d'une intégration politique portée par un nouveau *contrat social capital-travail* qui ne pourrait être mis en oeuvre à l'échelle européenne que par une gauche cohérente. Porté par la droite, le projet européen est aujourd'hui visiblement menacé pour le moins d'enlisement (et le

*Second* Est que constitue l'option d'une Europe allemande ne permet pas d'aller au-delà), peut-être même d'éclatement, par un retour de manivelle nationaliste.

Mais ce nationalisme, d'inspiration droitière, alimente plus la réhabilitation des fascismes, en cours, qu'il n'amorce un renouveau social progressiste. Opérant dans un système qui demeurerait largement fondé sur les principes du libéralisme, il ne pourrait qu'entraîner un cycle d'actions-réactions enfermant le continent dans une spirale régressive aux plans économique, politique et idéologique. Il ne constitue pas une réponse efficace à la crise, compte tenu du degré de mondialisation atteint aujourd'hui par les économies de la région. En Europe orientale et dans l'ex-URSS, les impasses dans lesquelles le renouveau des nationalismes (et sous-nationalismes) locaux enferme la société sont encore plus dramatiques. Les pouvoirs en place ici et là, aux États-Unis, en Europe, dans l'ex-Est européen et soviétique, en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient, sont avant tout préoccupés de *gérer la crise politique* produite par la crise économique. Mais, tout comme la gestion économique de la crise n'est pas la solution à celle-ci, sa gestion politique ne vaut pas mieux. Je qualifie cette crise politique de *chaos* : impasses de l'Europe de la CEE et involutions possibles, *chaos* dramatiques et désarticulation de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS, effondrement de nombreuses sociétés des régions du tiers-monde concernées. La gestion politique de ce *chaos* est toujours fondée sur des pratiques cyniques de *realpolitik* à courte vue, manipulant les nationalismes, culturalismes, racismes et ethnicismes à relents fascistes. A l'égard de l'Europe de l'Est, de l'Amérique latine, de l'Afrique et du Moyen-Orient, ces politiques consistent en fait à jeter de l'huile sur le feu, dans l'espoir de tirer un profit immédiat de l'affaiblissement des pouvoirs dans ces régions, réduisant par là même les chances d'une renaissance progressiste des sociétés en question.

Dans cet esprit, j'ai proposé une lecture critique des politiques de *gestion de la crise*, tant dans leurs dimensions militaires – les stratégies de guerre de *basse intensité* – que politiques, notamment en ce qui concerne la Yougoslavie, l'Éthiopie et, d'une manière générale, l'Est européen, l'Afrique et le Moyen-Orient. Loin de conforter le discours dominant qui prétend que *la démocratisation serait en marche*, la gestion économique et politique de la crise renforce partout le danger de régressions antidémocratiques. Le libéralisme risque de générer le racisme, comme Karl Polanyi l'avait analysé dans *La grande transformation* (1944), invitant ses contemporains à comprendre que la victoire antifasciste mettant un terme à la poursuite de l'utopie libérale qui avait caractérisé l'après-première guerre mondiale créait les conditions d'une expansion nouvelle. Cette leçon, oubliée aujourd'hui, doit être rappelée avec force. On ne sortira de la crise et des risques de régressions fascistes qu'en rompant catégoriquement avec la logique du néolibéralisme mondialisé.

Sans doute l'histoire ne se répète-t-elle jamais, du moins de la même manière. On pourrait donc faire observer que le terme de *fascisme* transpose abusivement à notre époque des expériences fortement marquées par leur époque, dans des conditions différentes des nôtres. C'est exact. Il n'en demeure pas moins que le *néofascisme* (que j'appellerai ainsi, faute de mieux) partage avec son ancêtre ses caractères antidémocratiques et bien des méthodes communes. Dans les pays du centre développé, il peut ne prendre la forme que d'une *droite musclée* intériorisant des propositions agitées par une extrême-droite minoritaire (comme évidemment le racisme), imposant des politiques favorables unilatéralement au grand capital (et de ce fait perpétuant la crise et la gestion de la marginalisation dans une *économie à multiples vitesses* comme on l'avoue presque naïvement). Mais même ici des dérapages rapprochant du vieux modèle du nationalisme fasciste et chauvin ne sont pas exclus, quitte à voir maintenues les formes d'une



démocratie électorale, manipulée et vidée de tout contenu réel.

Le danger que représente la réhabilitation du fascisme (en cours) ne doit pas être sous-estimé. Dans les pays de la périphérie, placés dans ce que P.G. Casanova décrit, à juste titre, comme un *colonialisme global*, le néofascisme prend des formes d'autant plus brutales qu'il opère dans des sociétés affaiblies et désespérées. Épurations ethniques et émiettement sans fin des États, dictatures terroristes exercées au nom de la religion sont ici les formes, déjà visibles, de cette gestion par des pouvoirs incapables de remettre en cause la soumission de leur société à une insertion dans la mondialisation qui est à l'origine de leur drame. Ces pratiques peuvent perpétuer l'apparence du maintien de l'ordre favorable à l'exploitation des peuples par le grand capital mondialisé dominant et, à ce titre, être soutenues de l'extérieur.

### Quelques propositions pour sortir de la crise

Ni l'entêtement libéral, ni les logiques de son rejet néofasciste ne permettent de sortir du cercle infernal de la crise et du *chaos*. La réponse efficace aux défis ne peut être trouvée que si l'on retient la leçon de la *Grande Transformation*. L'histoire n'est pas commandée par le déploiement infaillible des *lois de l'économie pure* comme l'imaginent certains professeurs d'université. Elle est produite par les réactions sociales aux tendances que ces lois expriment, qui définissent à leur tour les rapports sociaux dans le cadre desquels ces lois opèrent. Les forces *antisystémiques* (si on appelle ainsi ce refus organisé, cohérent et efficace de la soumission unilatérale et totale aux exigences de ces lois prétendues, ici la loi du profit propre, au capitalisme comme système) façonnent l'histoire véritable autant que la logique *pure* de l'accumulation capitaliste. Elles commandent les

possibilités et les formes de l'expansion qui se déploient alors dans les cadres dont elles imposent l'organisation.

La méthode préconisée ici nous interdit de formuler par avance des *recettes* qui permettraient de sortir de la crise, puisque la solution ne peut être que le résultat de transformations dans les rapports de forces sociaux et politiques, elles-mêmes produites par des luttes dont les issues ne sont pas connues à l'avance. On peut néanmoins y réfléchir, dans la perspective de contribuer à la cristallisation de contre-projets cohérents et possibles et, par là même, aider le mouvement social à dépasser les *fausses solutions* (néofascistes) dans lesquelles, à défaut, il risque de s'enliser.

Je me contenterai donc ici de faire quelques propositions de principe concernant cette réflexion. Si le monde ne peut pas être géré comme un *marché mondial*, si l'intervention idéologique et politique ne peut pas être éliminée au bénéfice de la soumission unilatérale aux prétendues lois de ce marché, (comme le préconisent les idéologues de l'anti-Etat tous azimuts), le fait que la mondialisation représente ne peut davantage être refusé et nié. Il n'est jamais possible de *remonter en arrière* le cours de l'histoire. Revenir aux modèles de l'expansion de l'après-guerre, fondés sur la position centrale que l'Etat-nation autocentré aux plans économique et politico-culturel y occupait, impliquerait des régressions économiques et autres intenable. C'est pourquoi les idéologues passéistes, qui nient le caractère irréversible de l'évolution parcourue, sont nécessairement appelés à fonctionner comme des fascistes, c'est-à-dire en fait à se soumettre aux exigences des conditions nouvelles imposées par la mondialisation tandis qu'on prétend s'en libérer. Elles sont donc fondées sur la tromperie et le mensonge et c'est pourquoi elles ne peuvent fonctionner que par la négation de la démocratie. Elles sont donc contraintes de mobiliser les sociétés sur des problèmes faux (la pureté ethnique, la soumission à des lois

prétendues religieuses) et à instrumentaliser ces méthodes pour imposer leurs dictatures par la terreur.

Le défi consiste donc aujourd'hui à concilier l'interdépendance que la mondialisation implique et les inégalités de pouvoir face à cette mondialisation que caractérisent les différents *partenaires sociaux* comme on dit (les travailleurs des différentes branches de l'économie, inégalement *compétitives* face au capital) comme les différents *partenaires nationaux* (les centres dominants, les puissances moyennes, les périphéries industrialisées, les quarts-mondes marginalisés). Il faut donc partir de cette évidence banale : le monde est à la fois un et divers. Mais attention, la diversité n'est pas seulement (ou même principalement) culturelle. L'accent mis sur cette dernière relègue au second plan la diversité majeure, celle des positions occupées dans la hiérarchie économique au capitalisme mondialisé. C'est à cette dernière qu'il faut s'attaquer en premier lieu. Celle-ci se manifeste non seulement dans les inégalités entre les peuples (différents culturellement ou pas selon le cas) mais encore dans les inégalités internes, c'est-à-dire entre les classes et catégories sociales. Il n'y aura pas de solution à la crise tant que ne seront pas renforcées les positions de tous les *faibles* du système : les peuples des périphéries, les classes sociales dominées dans tous les pays des centres et des périphéries. Autrement dit sortir du *colonialisme global* et des mythes libéralistes, refuser les repliements néofascistes illusoire. Tels sont les grands principes à partir desquels on peut développer une réflexion utile pour la construction d'un contre-projet humaniste, universaliste et soucieux de respecter les diversités – mais non les inégalités – démocratiques.

L'interdépendance négociée et organisée d'une manière qui permette aux peuples et aux classes dominées d'améliorer les conditions de leur participation à la production et leur accès à de meilleures conditions de vie constitue le cadre de ce que j'ai appelé la *construction d'un monde polycentrique*. Elle implique

certainement qu'on dépasse l'action dans le cadre des Etats-nations, surtout de ceux de taille modeste ou moyenne, au bénéfice d'organisations régionales à la fois économiques et politiques, l'organisation des opérations permettant des négociations collectives entre ces régions.

Je renvoie ici le lecteur aux propositions que j'ai avancées dans cet esprit avec quelque détail concernant leur argumentation. Il s'agit en effet d'une conception nouvelle des régionalisations requises, différentes de celles conçues dans le cadre du système actuel dominant. Ces dernières sont constituées comme des courroies de transmission de la mondialisation polarisante, en rattachant des zones périphériques à des centres dominants se partageant de la sorte les responsabilités du *colonialisme global*. L'ALENA (Association de libre-échange nord-américaine, rattachant le Mexique aux États-Unis et au Canada), les Accords de Lomé (Association Union européenne-Afrique, Caraïbes et Pacifique), les concepts de la zone Yen – Japon-Asie du Sud-Est – et du projet de *zone Pacifique* – États-Unis, Japon, Australie et pays riverains de l'océan – relèvent de ce concept néo-impérialiste inadéquat si l'on tient à l'objectif souhaitable de réduction des écarts. Les simples *marchés communs* régionaux (comme Mercosur en Amérique du Sud, l'ECOWAS en Afrique de l'Ouest et le PTA en Afrique de l'Est et Australe) comme les organisations politiques communes héritées de la guerre froide (l'ASEAN en Asie du Sud-Est) ont également fait l'objet de critiques sévères que je leur ai adressées ailleurs. En contrepoint de ces visions inadéquates de la régionalisation, j'ai donné quelques arguments en faveur de reconstructions *construites* simultanément aux plans régionaux et mondiaux, particulièrement dans les domaines des échanges commerciaux des marchés de capitaux et des systèmes monétaires. J'y renvoie donc le lecteur, me contentant de rappeler ici quelques-unes de mes conclusions :

[1] Il est nécessaire de concevoir la nouvelle Organisation Mondiale du Commerce non comme la poursuite du GATT, mais comme une institution chargée de planifier (j'ose utiliser le terme) l'accès à l'usage des grandes ressources naturelles du globe et les prix des matières premières, sans quoi le discours sur l'environnement restera une rhétorique creuse, démagogique et manipulée contre les intérêts de l'humanité en général, des peuples de la périphérie en particulier. L'OMC devrait également être responsable des plans objectifs d'échanges industriels interrégionaux conciliant la compétitivité générale, une répartition favorable à la progression des régions défavorisées et la création de conditions permettant l'amélioration des revenus des classes de travailleurs les plus défavorisés.

[2] Il est nécessaire de concevoir la mise en place de marchés organisés de capitaux permettant de canaliser les excédents financiers vers l'investissement productif dans les périphéries, prenant la relève du marché global qui, tel qu'il est, favorise les transferts des pays les plus pauvres vers les plus riches et canalise les excédents en direction des États-Unis dont ils permettent de perpétuer le déficit.

[3] Il est nécessaire de repenser le système monétaire global, désormais caduc, et de substituer aux changes flottants et à l'étalon dollar des systèmes articulant des ensembles monétaires régionaux (dont l'ensemble européen, mais d'autres également concernant chacune des grandes régions du tiers-monde et de l'ex-URSS) de manière à garantir une relative stabilité des changes et à renforcer l'efficacité des marchés de capitaux évoqués plus haut. J'ai opposé ce projet à celui de la transformation du FMI en une *Banque Centrale Mondiale*, projet que j'estime utopique et dangereux, s'inscrivant dans la logique de la mondialisation polarisante.

Les régions qu'on peut concevoir dans l'esprit de ces transformations ne constituent pas seulement des ensembles économiques d'intégration préférentielle. Elles doivent être également construites comme des espaces politiques favorisant le renforcement collectif des positions sociales des classes et sous-régions défavorisées. Cette régionalisation ne concerne pas seulement les continents du tiers-monde (L'Amérique latine, le monde arabe, l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud-Est, les deux pays continents : la Chine et l'Inde) mais également les Europes (L'Europe de l'Union européenne, l'Europe orientale, l'ex-URSS). Dans cette perspective conciliant mondialisation et autonomies locales et régionales (ce que j'appelle une déconnexion cohérente avec les défis nouveaux), place est faite pour une révision sérieuse des concepts *d'aide*, comme aux problèmes de démocratisation du système des Nations Unies, qui pourrait alors s'atteler efficacement à des objectifs de désarmement (rendus possibles par les formules de sécurité nationale et régionale associées à la reconstruction régionale), amorcer la mise en place d'une fiscalité mondialisée (en relation avec la gestion des ressources naturelles de la planète), compléter l'organisation inter États qu'est l'ONU par l'amorce d'un *Parlement mondial* capable de concilier les exigences de l'universalisme (droits de l'individu, des collectivités et des peuples, droits politiques et sociaux, etc.) et la diversité des héritages historiques et culturels.

Bien entendu l'ensemble de ce *projet* n'a de chances de voir sa réalisation avancer progressivement que si d'abord à l'échelle des Etats-nations se cristallisent des forces sociales et des projets capables de véhiculer les réformes nécessaires, impossibles dans le cadre imposé par le libéralisme et la mondialisation polarisante. Qu'il s'agisse de réformes sectorielles (comme celles concernant la réorganisation de l'administration, la fiscalité, l'éducation, les formules de développement participatoire soutenu) ou de visions plus générales de la démocratisation des sociétés et de leur gestion politique

et économique, ces étapes préliminaires sont incontournables. Sans elles, la vision d'une réorganisation planétaire capable de faire sortir le monde du *chaos* et de la crise et de faire *redémarrer le développement* restera fatalement parfaitement utopique. ■

## Références

*Remarque* : dans le souci d'éviter des redites, j'ai rappelé brièvement dans ce texte les conclusions de réflexions que j'ai plus amplement développées ailleurs, concernant notamment :

[1] Les caractères du cycle de l'après-guerre :

- S. Amin (éd) : *Mondialisation et accumulation*, Harmattan, Paris, 1994, pp.10-19 (les «trois piliers» constituant le socle de l'expansion d'après-guerre et les raisons de leur érosion).

- S. Amin : *Itinéraire intellectuel*, Harmattan, Paris, 1993, chap. VIII (l'effondrement des mécanismes de la régulation capitaliste).

[2] Les formes nouvelles de l'exploitation du travail et de la polarisation mondiale qui l'accompagne (particulièrement ce que j'ai appelé les «cinq monopoles» reproduisant la polarisation dans les conditions nouvelles et la forme correspondante de la loi de la valeur mondialisée), in :

S. Amin : *The Future of Global Polarization* (University of Nagoya, 1994; Review-Binghamton, à paraître).

[3] La gestion politique de la crise in :

S. Amin : *L'Empire du chaos*, Harmattan, Paris, 1991, chap. I (L'Empire du chaos); chap. II (La nouvelle mondialisation capitaliste); chap. V (Les conflits régionaux).

Voir aussi :

Polanyi Karl : La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps. Traduit de l'anglais par Catherine Malamoud et Maurice Angenat; préf. de Louis Dumont. Paris, Gallimard, 1983.

Sweezy, Paul Marlor : The Theory of Capitalist Development : Principles of Marxian Political Economy. N-Y, Modern Reader Paperback, 1968.

Sweezy, Paul Marlor : Le capitalisme moderne. Traduction de l'américain par Jean-Pierre Huet, Paris, Seuil, 1976.